

si les industries sont en aussi petit nombre dans le Bas-Canada et surtout à Québec, les capitalistes et les marchands en sont seuls responsables, et qu'il ne faut pas en faire retomber la faute sur la politique fiscale du gouvernement fédéral.

Le conseil donné à Québec pourrait également se donner aux cultivateurs canadiens-français. Depuis nombre d'années, l'agriculteur s'est surtout appliqué, parmi nos compatriotes, à cultiver les grains dont le débit se faisait sur un grand pied sur les marchés américains et anglais. Les légumes et le bétail de consommation ont été complètement négligés, et en quelques endroits mis de côté; nos marchés sont approvisionnés par le Haut-Canada et les riches éleveurs des cantons de l'Est. Et il est arrivé ce qui devait arriver: l'abondance aux Etats-Unis et en Angleterre a été telle cette année que notre avoine nous est restée sur les bras et ceux qui n'ont que ce grain pour produit se trouvent sans ressource. On finira par comprendre, en face de la dure nécessité que, gâtés aussi par une culture facile, nous avons trop négligé deux des principales sources de la richesse agricole: la culture des légumes et l'élevage du bétail.

M. Cartier nous fait l'effet de mépriser souverainement les théories protectionnistes et libre-échangistes. En cela, il nous semble avoir tort et exagérer les choses et les systèmes. En économie politique, il est peut-être vrai de dire que le meilleur principe est de ne pas en avoir du tout, et que le plus sage est de régler ces questions en tenant compte des intérêts combinés du fisc, du consommateur, du producteur et du manufacturier. Rien de plus difficile, de plus complexe, que les mille et une questions soulevées par le libre-échange et la protection discutés comme principes fondamentaux et n'admettant pas de modifications et nous croyons que M. Cartier a justement qualifié d'absurdes les notions des partisans acharnés des deux systèmes. L'hon M. Horace Greely, le célèbre journaliste américain, nous donnait récemment un bon exemple des extrémités ridicules auxquelles peuvent en venir les meilleurs esprits imbus d'utopies. M. Greely combattait pour la protection et les tarifs élevés et exclusifs; un libre-échangiste voulait lui montrer l'injustice de ces tarifs pour le consommateur qui payait ainsi un prix exorbitant et s'appauvissait pour enrichir l'industriel. Et M. Greely d'arriver avec une colonne de chiffres soigneusement alignés pour prouver qu'un certain article manufacturé avait graduellement toujours été se vendant de moins en moins cher à mesure qu'on avait élevé l'impôt sur le même article de provenance étrangère!!!

Il faut donc se garder des systèmes poussés à l'excès et emprunter ce qu'il y a de bon et d'applicable dans les théories des économistes en ayant égard aux circonstances de temps et de lieu et aux besoins de l'Etat.

Nous sommes fâchés de ne pouvoir tout approuver dans ce discours. L'événement dont nous empruntons la traduction, fait dire à M. Cartier les paroles suivantes:

"... je préférerais voir tous nos marchands enrichis demeurer avec nous; mais nous appartenons à un Empire et si un sujet anglais fait fortune dans une partie de cet empire il devrait lui être loisible d'aller la dépenser dans une autre, pourvu que ce soit à l'ombre du drapeau britannique. Je n'ai pas de reproches à faire à ceux qui en agissent ainsi, tout en faisant remarquer qu'il y a plus de Québecois que de Montréalais qui ont pu aller s'établir dans la mère-patrie. Si j'en avais les moyens et si je pouvais m'arracher au tourbillon de la politique, je pourrais être tenté d'aller demain m'établir à Londres."

Ces paroles sont regrettables et nous croyons qu'on nous saura gré de le dire. Elles sont de nature à nuire à M. Cartier, et ses véritables amis déploieront comme nous l'approbation, la sanction, donnée par M. Cartier à un fait, nous pourrions dire à une doctrine qui tendrait à faire du Canada le comptoir de l'Angleterre, et à faire considérer par les hommes publics notre pays comme un théâtre trop restreint pour leur ambition, comme une étape avant d'arriver aux honneurs impériaux, les seuls d'un grand prix.

Personne ne conteste le droit qu'à tout marchand enrichi en Canada d'aller dépenser où il le veut sa fortune faite avec nous et souvent par nous. Mais de la reconnaissance de ce droit à l'acquiescement formel donné à une émigration de ce genre qui aurait pour résultat de nous appauvrir et de nous faire déprécier, il y a un abîme de différence et nous aurions aimé voir M. Cartier apporter le secours de sa puissante voix pour blâmer énergiquement la pratique qu'il a semblé trouver innocente.

Il a encore été moins heureux, s'il est possible, à la fin de son discours lorsque voulant payer un juste tribut d'éloges aux marchands anglais, il a laissé tomber ces mots: "Nous ne sommes pas des français ici, nous sommes des anglais parlant français." Nous croyons, sauf erreur, que M. Cartier a voulu ici, pour la première fois de sa vie peut-être, agréablement flatter son auditoire, et comme le genre était nouveau pour lui, il n'a pas gardé la mesure nécessaire.

Mais hâtons-nous d'avouer que pour nous ces paroles n'ont rien de grave. Nous savons, nous, ce qu'a fait M.

Cartier en Angleterre, lors de la mission des Délégués pour assurer la passation de l'acte constitutionnel de 1867; nous savons avec quel force et quel succès il a maintenu les droits de ses compatriotes, que quelques uns de ses collègues anglais voulaient fouler aux pieds après avoir promis de les défendre; nous nous rappelons aussi qu'à la chambre des Lords comme aux Communes, c'est sur les traités garantissant nos immunités que se sont appuyés les ministres anglais et autres pour maintenir ces mêmes immunités dans la nouvelle constitution: tout le monde sait enfin que c'est en faveur du Bas-Canada français que nous avons eu une confédération au lieu d'une union législative pure et simple. Nous n'attribuons donc pas aux paroles de M. Cartier le sens littéral qu'elle semblent comporter. S'il a voulu dire que les Canadiens-Français se trouvent si heureux de vivre sous la protection de l'Angleterre, et aiment tellement la forme de gouvernement qu'elle nous a donnée, que politiquement parlant, nous pouvons être considérés comme des anglais, son appréciation est juste et il ne s'est pas trompé. Nous croyons qu'il n'a pas voulu dire autre chose, nous en sommes convaincu. Mais il est à regretter qu'il n'ait pas plus clairement manifesté sa pensée. Au fait, le contraire de ce qu'il a dit serait plutôt vrai; nous sommes beaucoup plus des français parlant très mal l'anglais que des anglais parlant français.

J. A. MOUSSEAU.

CANADIENS-ANGLAIS ET CANADIENS-FRANCAIS.

L'étranger, qui partant de l'embouchure du St. Laurent, le remonte jusque près de sa source, est frappé des différences que présente l'aspect du pays. A mesure qu'il s'avance vers l'Ouest il remarque un progrès toujours croissant dans les signes extérieurs qui révèlent la prospérité d'une nation. Cette observation est juste, et quelles que soient nos susceptibilités nationales, il faut avouer que dans le vaste panorama qui se déroule à ses regards les Canadiens-Français n'occupent pas la première place. Il nous en coûte de faire cet aveu, mais les circonstances le justifient, l'exigent même. Il est de ces vérités que la sagesse et la prudence commandent de manifester dans l'intérêt de ceux qu'elles concernent. Il est bon de mettre quelquefois une société comme un individu en face de ses défauts, de sa situation morale et matérielle. Combien d'hommes auraient évité des chutes fatales, si un ami courageux eût éclairé du flambeau de l'amitié leurs premiers pas dans une route ténébreuse! Il est plus agréable sans doute de flatter ceux qu'on aime, d'encourager leur amour-propre et leurs illusions, mais là n'est point le vrai courage, le véritable dévouement.

Disons-le donc franchement; il n'est pas étonnant que le jugement porté sur des faits aussi manifestes nous soit défavorable. Notre pays et les diverses populations qui l'habitent, offrent des lignes de démarcation faciles à constater. On peut reconnaître partout l'élément anglais à ces dehors brillants qui sont l'apanage de la fortune. C'est lui qui dans les villes et les campagnes possède les plus belles propriétés, les terres les mieux cultivées; c'est lui qui occupe la première position dans le commerce, l'industrie et les grandes entreprises. Il a la haute main sur les banques, les compagnies d'assurance, les lignes de chemins de fer, sur presque toutes ces puissantes associations par lesquelles s'opère le progrès d'un pays.

Ces quartiers aristocratiques, ces palais somptueux, ornements de nos villes, sont habités surtout par des Anglais. Ces équipages magnifiques qui sillonnent nos rues leur appartiennent. C'est sous leur direction que s'agitent ces centres d'activité d'où la vie s'échappe à flots dans toutes les artères du corps social et porte partout la force et la prospérité. Dans toutes les circonstances, où l'esprit d'entreprise et la charité font appel aux capitaux, où l'influence et la fortune peuvent se manifester, on les voit figurer au premier rang. Les plus riches marchands, les médecins et les avocats les plus fortunés sont Anglais, et il en est ainsi de toutes les classes de la société.

Voilà des faits incontestables et dont la malveillance tire des conclusions défavorables à notre amour-propre national. Mais ces conclusions sont-elles justes? De ce que la population française est moins riche que la population anglaise, s'en suit-il qu'elle soit moins intelligente? Non, c'est une erreur et une calomnie que nous repoussons de toutes nos forces. Nous avons fait nos preuves. Dans la politique, les lettres, les sciences et les arts, nos compatriotes ne sont inférieurs à personne, et lorsque, dans l'industrie, ils peuvent lutter à armes égales, dans des conditions semblables, ils manifestent des aptitudes remarquables. Nos hommes d'état n'ont-ils pas, depuis trente ans, joué le premier rôle dans les destinées du pays, et forcé quelquefois la jalousie et la malveillance de s'incliner devant leur talent? Nos avocats et nos écrivains ont-ils moins de talent et de savoir que leurs confrères d'origine anglaise? Non encore une fois, les Canadiens-Français ne manquent pas d'intelligence: tous les jours des étrangers distingués le reconnaissent hautement et ne craignent pas de proclamer que, si nous sommes dignes de la France par le courage et la valeur, nous ne sommes pas moins dignes de notre noble origine par les facultés intellectuelles.

D'où vient donc cette infériorité matérielle qu'on nous reproche? Quelles sont donc les causes qui nous retiennent en arrière des autres races dans cette course au progrès et à la prospérité matérielle qui entraîne, comme dans un tourbillon, toutes les nations de ce continent?

Il faut d'abord tenir compte d'une vérité dont l'expérience et la raison constatent l'existence et les effets.—Les nations, comme les individus, diffèrent de caractère et d'aptitudes; et cette diversité est, dans l'ordre de la Providence, un élément nécessaire du progrès de l'humanité. Chaque nation a un rôle spécial à remplir dans les destinées du monde et des facultés propres à l'accomplissement de sa mission. Il est incontestable, par exemple, que les races latines si intelligentes ne possèdent pas, autant que les races anglo-saxonnes, l'esprit pratique nécessaire à la spéculation et au commerce. Malgré que le milieu dans lequel nous vivons ait réagi sur notre caractère, il est évident qu'il n'a pas détruit l'œuvre et l'empreinte de la nature. Ne nous en plaignons pas trop, car si Dieu nous a choisis pour contrebalancer le matérialisme qui semble, en Amérique, dominer toutes les âmes, par l'influence salutaire des idées morales et civilisatrices, dont la France nous a confié le dépôt sacré, c'est un rôle dont nous devons nous glorifier. Mais la richesse, sur ce continent, est nécessaire à l'exercice de ce noble rôle, on méprisera, au lieu de les adopter, nos institutions et nos principes, si on ne démontre pas qu'ils peuvent se concilier avec l'esprit d'entreprise et le succès dans le commerce et l'industrie.

Laissons là cette pensée pour quelque temps et revenons aux causes plus actuelles de cette infériorité matérielle.

L. O. DAVID.

BOUTADE.

Il serait curieux et intéressant de connaître la nature et le nombre de souhaits qu'on s'est échangés depuis huit jours. Je suis surpris que les partisans fanatiques de la statistique, comme celui qui avait poussé sa passion pour cette science jusqu'à calculer le nombre de veuves qui avaient, dans une année, passé sur un pont, sans oublier une *demie* et une *douteuse*, n'exploitent pas une mine si riche. Il est heureux que tous ces souhaits ne se réalisent pas, car l'ordre de la Providence serait complètement interverti, et la société serait sapée dans ses bases. En effet, que de vocations brisées! Que d'existences embrouillées! Il n'y aurait plus de vieilles filles, plus de vieux garçons, plus d'avocats, plus de créanciers même! Quel malheur! Oui quel malheur! car, si toutes ces plaies disparaissaient de la société, comment les honnêtes gens feraient-ils leur salut, comment gagneraient-ils le ciel? Mais alors la terre ne serait plus une vallée de larmes, ce serait un jardin de délices, un lieu d'amusement. Il faut avouer aussi que ces souhaits se contredisent et se détruisent réciproquement; par exemple, on souhaite en même temps aux vieux garçons et aux vieilles filles un prompt mariage et une bonne année; aux médecins beaucoup de prospérité et à leurs patients une santé à toute épreuve; aux avocats une clientèle innombrable et aux clients de la sagesse; aux marchands des affaires d'or et aux syndics des banqueroutes nombreuses; aux journalistes de grands succès et aux lecteurs jamais d'ennui; aux représentants du peuple une longue carrière politique et aux électeurs un vote intelligent: autant de contradictions qui sautent aux yeux.

Il en est des souhaits qu'on donne comme des santés qu'on boit, si tout ce cela était sérieux, les flâneurs qui n'ont rien de mieux à faire que d'aller de porte en porte et les ivrognes, qui boivent depuis le matin jusqu'au soir, seraient les plus grands bienfaiteurs de l'humanité.

Au milieu de tous ces souhaits il en est un qu'on oublie et le seul pourtant qui peut-être serait écouté, c'est d'être honnête homme. Il est vrai que tous ceux, à qui on l'adresserait, se croiraient insultés, ils croiraient qu'on s'imagine qu'ils en ont besoin. Ce serait bien vrai pour les trois quarts au moins; Mais où trouver un homme qui voudra être classé dans la majorité? Avez-vous jamais, lecteurs et lectrices, parlé contre la malhonnêteté, devant n'importe qui, les plus grands scélérats même, sans qu'on ait dit comme vous et partagé votre sainte colère?

Combien de souhaits sincères maintenant dans ce nombre incalculable? Voyez ce débiteur malheureux, dont le billet a été protesté, la veille du jour de l'an, et qui, le lendemain, presse son créancier sur son cœur, pensez-vous qu'il est sincère? En voici un autre qui promet une vie éternelle à un rentier dont il attend la mort pour rouler carrosse, qu'en dites-vous? Je n'assisté jamais à ces scènes du jour de l'an sans penser à ce voleur qui avait l'habitude, chaque année, aux premières lueurs de l'aurore, de courir chez ses voisins leur faire mille et mille souhaits et qui, la nuit suivante, volait leurs poules ou leurs moutons.

Le tableau est un peu chargé sans doute, quoiqu'il renferme beaucoup de vérité. Loin de moi cependant la pensée de blâmer ou ridiculiser une coutume si touchante dans les campagnes surtout où la bonne foi et la sincérité habitent les âmes. Loin de moi l'audace de flétrir ces nobles vœux tombés de la bouche d'un père qui bénit ses enfants, les souhaits du prêtre dont les mains chargées de bénédictions s'étendent sur ses paroissiens. Certes ils sont sincères ceux-là et Dieu doit les écouter.

L. O. DAVID.